



**DANS CE NUMÉRO:**  
**RAPPORT SUR L'ÉCRASEMENT**  
**DE L'HÉLICOPTÈRE D'ORNGE**  
 >> PAGE 2  
**TÉLÉVISION LOCALE**  
 >> PAGE 3  
**PROJET DE LOI 7 AU MANITOBA**  
 >> PAGE 4

VOLUME 4, NO.13

[WWW.UNIFOR.ORG](http://WWW.UNIFOR.ORG)

30 JUIN 2016



# uniforum



Des militantes et militants d'Unifor se sont rassemblés à l'extérieur d'un débat public à Toronto au sujet du Partenariat transpacifique; le président national Jerry Dias était présent pour exprimer les préoccupations du syndicat à l'égard de cet accord.

## La campagne nationale contre le PTP prend son envol

La campagne d'Unifor pour stopper la ratification du Partenariat transpacifique a pris son envol à Toronto le 15 juin avec un rassemblement communautaire et une discussion ouverte où le président national, Jerry Dias, a pris la parole.

Devant une salle pleine, Jerry Dias a demandé au gouvernement fédéral de réfléchir de manière audacieuse à propos du commerce afin de ne pas mettre à risque le Canada.

« Le gouvernement fédéral doit avoir les compétences pour soutenir un accord équitable et réciproque qui aide à bâtir le Canada et un avenir durable », a affirmé Jerry Dias.

Unifor soutient le commerce parce qu'il s'agit d'un outil de développement pour l'économie, a-t-il ajouté. Toutefois, le problème avec le PTP c'est qu'il n'apporte pratiquement aucun avantage à notre économie.

S'il est ratifié, le PTP accordera des pouvoirs extraordinaires

## Les militant(e)s de l'Atlantique se mobilisent sur des enjeux importants

Des membres d'Unifor de toutes les provinces de l'Atlantique se sont réunis à Saint-Jean, Terre-Neuve-et-Labrador lors du Conseil régional de l'Atlantique qui se tient chaque année.

Les délégués et déléguées travaillent dans divers secteurs et industries, dont les

>> Suite à la page 2

## Unifor accueille les améliorations apportées au RPC

L'expansion du Régime de pensions du Canada (RPC) est la bienvenue, en dépit du fait qu'elle ne satisfait pas l'objectif du mouvement syndical de doubler les prestations du RPC.

« Cette hausse apportée au RPC aidera à fournir une sécurité aux Canadiennes et Canadiens dévoués au travail lorsqu'ils prendront leur retraite », a déclaré Jerry Dias, président national d'Unifor. « Nous aurions préféré que les ministres des Finances aillent plus loin, mais c'est quand

même un gain important. Des prestations plus élevées vont avoir un impact tangible sur la qualité de vie quotidienne des futurs retraités. »

Les ministres des Finances ont convenu de hausser les prestations du RPC pour remplacer 33 p. cent des gains à la préretraite jusqu'à concurrence d'un montant de 82 700 \$.

Le RPC actuel remplace 25 p. cent des gains avant la retraite jusqu'à concurrence de 54 900 \$. À la lumière de la hausse du

>> Suite à la page 3

>> Suite à la page 3

## Le point sur le congrès 2016

Unifor tient son deuxième congrès du 22 au 26 août au Centre Shaw à Ottawa. Jusque là, suivez les nouvelles présentées ici. Voici quelques annonces :

- La date limite des inscriptions est le vendredi 22 juillet.
- Les conseils industriels, les réunions des caucus et la séance d'initiation aux nouveaux délégués auront lieu le dimanche 21 août.
- Les résolutions et le programme ont été envoyés aux sections locales par la poste. Il y aura beaucoup de travail à faire au congrès, alors lisez bien le matériel qui vous a été envoyé avant d'arriver afin que vous soyez prêt.

Exprimez votre fierté syndicale au défilé de la FIERTÉ à Ottawa. Descendez dans la rue avant le congrès le dimanche 21 août, de 13 h à 15 h. Les alliés sont encouragés à y participer. Pour obtenir plus de détails, consultez le site [unifor.org/convention2016](http://unifor.org/convention2016).



### UNIFORUM

Uniforum est publié toutes les deux semaines par Unifor, le plus grand syndicat du secteur privé au Canada.

Vous pouvez nous joindre au :

#### Uniforum

Service des communications d'Unifor  
205 Placer Court, 5e étage  
Toronto (Ontario) M5H 3H9  
1-800-268-5763

[communications@unifor.org](mailto:communications@unifor.org)

[www.unifor.org](http://www.unifor.org)

## Le système chez Ornge n'a pas protégé l'équipe de l'hélicoptère.

Unifor estime que les membres de l'équipage décédés lors de l'écrasement fatal d'un hélicoptère en 2013 à Moosonee, en Ontario, ont été laissés à eux-mêmes par Ornge. Un rapport accablant du Bureau de la Sécurité des transports du Canada a constaté que l'équipage en vol n'était pas formé adéquatement pour voler dans des conditions nocturnes et que des lacunes aux niveaux organisationnel, réglementaire et de la surveillance ont mené à l'écrasement fatal.

Les ambulanciers paramédicaux Chris Snowball, 38 ans, et Dustin Dagenais, 34 ans, tous les deux étant conjoint et père, sont décédés ainsi que les pilotes dans l'accident.

« Nous ne croyons pas que la sécurité était une priorité



Les ambulanciers paramédicaux membres d'Unifor, John Sloan, Mike Chad, Wayde Diamond, Chuck Telky et Dan Lefebvre avec la représentante nationale d'Unifor, Kelly-Anne Orr, et le directeur du secteur de la santé d'Unifor, Corey Vemey, se souviennent de l'équipage de l'hélicoptère d'Ornge qui s'est écrasé.

chez Ornge au moment de l'écrasement, et nous ne croyons pas que ce le soit aujourd'hui non plus », a déclaré Chuck Telky, président de l'unité des ambulanciers paramédicaux d'Unifor chez Ornge.

Dans son rapport, le Bureau de la Sécurité des transports (BST) a statué que la formation, les procédures d'utilisation

normalisées, la supervision et le nombre d'employés dans les postes clés de supervision et de sécurité ne faisaient pas en sorte que l'équipage était prêt à entreprendre le vol difficile dans une zone de totale noirceur.

Les équipages n'ont toujours pas accès à une formation avancée en matière de sécurité et d'équipement.

### >> Suite de "Atlantique se mobilisent" on page 1

télécommunications, les pâtes et papiers, les pêches, l'exploration extracôtière, le secteur laitier, la construction navale et les soins de santé.

À la suite du changement de gouvernement après les dernières élections fédérales du mois d'octobre et les élections provinciales à Terre-Neuve-et-Labrador en novembre, il y a eu beaucoup de discussions concernant l'avenir de la région et ce que les nouveaux gouvernements devraient faire pour protéger les travailleuses et travailleurs, les familles et les communautés.

« Je prends mon rôle de députée au Parlement de façon très sérieuse, et je peux vous dire que nous devrions discuter davantage sur les gens, les familles et les communautés et moins sur les entreprises et leurs bénéficiaires », a déclaré Tracey Ramsey, députée



La députée néodémocrate d'Essex et membre de la section locale 200 d'Unifor, Tracey Ramsey, était reçue comme conférencière au Conseil régional de l'Atlantique avec représentante nationale d'Unifor Kellie Scanlan.

néodémocrate de Windsor/Essex.

Tracey Ramsey, membre de la section locale 200 d'Unifor et porte-parole du NPD en matière de commerce international, a souligné à quel point l'accord du PTP serait désastreux pour les Canadiennes et Canadiens.

Des résolutions ont été adoptées pour soutenir les

pêches locales à Terre-Neuve-et-Labrador, réclamer un nouvel Accord sur la santé du fédéral, éliminer les disparités salariales entre hommes et femmes, lutter pour un salaire minimum à 15\$ et soutenir la participation des jeunes travailleuses et travailleurs dans le syndicat.

## >> Suite de "La campagne contre le PTP" on page 1

aux sociétés en leur permettant de contester des lois et politiques nationales et de limiter le processus de décision démocratique au Canada.

Aux côtés de Jerry Dias, il y avait aussi le professeur Michael Geist, Dan Schwanen de l'institut C.D. Howe, et le panel était animé par la ministre du Commerce international, Chrystia Freeland, qui a remercié Unifor d'encourager la démocratie et de participer aux consultations sur le PTP.

La discussion ouverte a aussi servi de forum pour les membres de la collectivité afin qu'ils expriment leurs points de vue. À partir des interventions au microphone, la ministre a reçu un message retentissant contre la ratification de l'accord du PTP.

En marge de la discussion ouverte, un festival communautaire et une manifestation étaient organisés par le Conseil des Canadiens, Leadnow, Open Media, Unifor et d'autres intervenants.

Dans un discours passionné, Naureen Rizvi, directrice du secteur des télécommunications et directrice locale d'Unifor à Toronto, a dit aux manifestants : « Un avenir axé sur le commerce équitable commence en stoppant le PTP, et pour commencer à stopper le PTP, le gouvernement fédéral doit intervenir. Alors, continuons à exercer des pressions. »

Le Conseil exécutif national d'Unifor a déclaré que la campagne contre le PTP est une priorité absolue et, pour lui donner de l'ampleur, 12



Les interventions d'Unifor au sujet de PTP s'intensifient au cours de l'été avec la nomination de coordonnateur(ice)s à la grandeur du pays formés pour diriger les interventions.

coordonnateur(ice)s régionaux provenant des membres ont été nommés pour y donner une impulsion et recruter.

Les 12 coordonnateur(ice)s vont travailler avec les sections locales à la grandeur du pays pour informer les membres au sujet du PTP, faire du lobbying auprès

des députés afin qu'ils votent contre la ratification, planifier des manifestations et plus encore.

Les président(e)s des sections locales seront contactés par la coordonnatrice ou le coordonnateur régional au cours des prochaines semaines au sujet de la campagne.

[Unifor.org/tp](http://Unifor.org/tp).

## >> Suite de "les améliorations apportées au RPC" on page 1

fédéral, l'Ontario a annoncé que la province n'a plus besoin d'aller de l'avant avec le Régime de retraite de la province de l'Ontario (RRPO), dont le début était prévu en 2018.

« Le gouvernement de l'Ontario mérite d'être félicité d'avoir pris la position claire qu'il suivrait son propre chemin si nécessaire », a affirmé Katha Fortier, directrice régionale de l'Ontario.

« Je suis certaine que nous n'aurions pas d'entente aujourd'hui sans l'effet de levier fourni par le RRPO. Toutefois, un RPC plus fort, universel et portable reste la meilleure solution pour la majorité des Canadiennes et Canadiens. »

L'expansion du RCP sera progressive sur sept ans à compter de 2019. Des critiques prétendent faussement que les employeurs ne peuvent se permettre d'augmenter les cotisations au RPC, craignant que les entreprises ferment ou réduisent leur personnel.

Les mêmes arguments ont été avancés en 1997 lorsque le ministre des Finances à l'époque,

Paul Martin, a augmenté les cotisations au RPC de 6,6 p. cent à 9,9 p. cent des salaires sur une période de sept ans.

Toutefois, pendant ces années, le PIB réel a augmenté, les investissements et les emplois aussi, et le taux de chômage a baissé de 9,1 p. cent à 7,6 p. cent.

« C'est un investissement des travailleuses et travailleurs pour qu'ils se donnent à eux-mêmes un meilleur avenir », a déclaré Gavin McGarrigle, directeur local d'Unifor en C.-B.

« Les cotisations versées pendant nos années de salaire vont servir au bout du compte lorsque les prochaines générations vont prendre leur retraite. »



## Unifor soutient l'engagement du CRTC à l'égard de la télévision locale

Unifor soutient la décision du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC) d'inscrire la valeur des nouvelles locales à titre de responsabilité civique des grandes compagnies médiatiques détenant des licences de télévision locale. « Le Conseil a entendu le message fort et clair que les médias locaux sont essentiels aux Canadiennes et Canadiens et à leurs communautés », a déclaré Jerry Dias, président national d'Unifor. « Des nouvelles locales fortes et indépendantes sont intrinsèques à notre démocratie, et c'est le devoir des grands radiodiffuseurs de les offrir. »

La décision du CRTC de permettre aux grandes entreprises médiatiques de rediriger le soutien financier actuel destiné à la programmation communautaire aux nouvelles locales dans

les grandes villes, ou à une programmation communautaire semblable dans de plus petits centres, n'est pas une solution idéale à la crise financière des nouvelles locales, mais ces mesures méritent l'appui du public.

La condition imposée du CRTC statuant que les grandes entreprises médiatiques ne peuvent redéfinir la mission de ces fonds à moins qu'elles ne s'engagent à maintenir leurs stations ouvertes est une victoire importante pour plusieurs communautés urbaines, et cela pourrait même sauver les stations CTV2 à Halifax, Barrie, London et Ottawa.

« À la lumière de cette décision du CRTC, Unifor s'attend à ce que les grandes entreprises médiatiques maintiennent en ondes ces stations », a affirmé Jerry Dias.



## Le premier ministre Pallister cible les travailleurs dans une première attaque contre les droits des travailleurs

Les travailleurs les plus vulnérables du Manitoba verront leurs droits diminuer si le projet de loi 7 est adopté, selon Unifor. « Brian Pallister est un tyran qui cible les gens incapables de se défendre eux-mêmes », a déclaré

Jerry Dias, président national d'Unifor. « Le projet de loi 7 a été conçu pour maintenir les travailleurs les plus vulnérables du Manitoba dans la pauvreté et sans pouvoir. » Le projet de loi va rendre l'adhésion à un syndicat encore plus difficile pour les travailleurs. Ce projet de loi, la première attaque du gouvernement conservateur de Pallister

contre les travailleurs, modifie le processus d'accréditation syndicale, accordant aux employeurs davantage de possibilités de menacer les travailleurs avant de tenir un vote.

Le projet de loi 7, Loi modifiant la Loi sur les relations de travail, élimine l'option des travailleurs d'obtenir une accréditation syndicale avec des cartes signées de la part de 65 p. cent des travailleurs d'un lieu de travail. « Les employeurs détiennent déjà une grande partie du pouvoir dans les lieux de travail non syndiqués », a souligné Joie Warnock, directrice de la région de l'Ouest d'Unifor. « Il est clair que le

**DANS CE NUMÉRO** Unifor continue d'être actif dans le dossier du Partenariat transpacifique en participant à des débats, des manifestations et en nommant des coordonnateur(ice)s. Le Conseil de l'Atlantique se réunit pour discuter de l'avenir de la région. Les préoccupations à l'égard de l'écrasement d'un hélicoptère d'Ornge sont confirmées dans un rapport récent. Une décision relative à la télévision tente d'inscrire officiellement la valeur des nouvelles locales.



**Le président national d'Unifor, Jerry Dias, présent à un récent débat public sur le PTP, affirme que les gouvernements qui tentent de faire adopter des projets de loi antisyndicaux se retrouvent de plus en plus isolés.**

premier ministre Pallister va prendre le parti des plus forts. » Le premier ministre Justin Trudeau avait dit qu'il renverserait la législation antisyndicale de l'ère de Harper que choisit actuellement Pallister. Dans sa chronique hebdomadaire du Huffington Post, Jerry Dias a souligné qu'Unifor travaillerait avec d'autres groupes progressistes au Manitoba pour s'assurer que le nouveau projet

de loi rétrograde ne soit pas adopté, en mentionnant que les gouvernements précédents qui ont tenté des attaques semblables ont été défaits. « La bonne nouvelle c'est que des premiers ministres comme Brian Pallister sont de plus en plus isolés, alors que d'autres gouvernements ayant une approche plus sophistiquée et inclusive font croître leurs économies régionales. »